

AUGMENTATION DES LOYERS CROUS POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2025-2026

Ce mercredi 11 juin 2025, le Conseil d'Administration du CROUS Bretagne a adopté l'**augmentation des loyers universitaires de 3,26% en résidence CROUS pour l'année 2025-2026**. Les éluEs Bouge Ton CROUS ont voté contre.

Cette augmentation est cruciale pour le bon fonctionnement du CROUS Bretagne, et pourtant les éluEs étudiantEs déplorent que ce **"trou dans le budget"** doive être **compensé par les étudiantEs**, un des publics les plus **précaires**.

Pour rappel, unE étudiantE bretonNE saute en moyenne **3 repas par semaine**¹, et seulement 30 à 40% des étudiantEs sont bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux en Bretagne. Pourtant, c'est plus de **42% des étudiantEs bretonNEs qui déclarent se restreindre pour payer leur loyer**¹.

Puisque le loyer représente à lui seul la **moitié des dépenses mensuelles** d'unE étudiantE, la hausse constatée entre septembre 2023 et septembre 2024 de +7 % en Bretagne occidentale et +3,6 % en Haute-Bretagne dans le secteur privé pèse lourdement sur leur budget.

Les solutions qui ont été proposées pour les étudiantEs sont notamment une augmentation des **Aides Personnalisées au Logement (APL)** prévue en octobre, ainsi que la possibilité de demander des **aides spécifiques** (ponctuelles ou annuelles). Cependant, nous rappelons que **ces aides sont temporaires, complexes à obtenir, souvent insuffisantes, et pas accessibles à touTEs**. UnE étudiantE n'est pas toujours au courant des aides spécifiques et, le cas échéant, n'osera pas forcément les demander. De plus, les aides exceptionnelles ne résoudront jamais le problème de fond : c'est une **réforme structurelle des bourses** dont nous avons besoin pour lutter efficacement contre la **pauvreté étudiante**.

Le **sous-financement des services publics** est un réel sujet d'actualité, et le déficit du CROUS Bretagne ne fait que s'aggraver. Cette situation doit changer. Cela fait 70 ans que les CROUS sont des **acteurs majeurs de la vie étudiante**, et cela doit continuer. Pour cela, il est important que **l'État prenne ses responsabilités** et agisse concrètement face au sous-financement des CROUS, **pour le bien des étudiantEs**.

¹Source : Enquête Bouge Ton CROUS (#JeunesEtPauvres) février 2024



Contacts Presse : Elisa Boinet (FAHB) : 06 40 25 06 49
Nine Fernandez (Fédé B) : 06 44 00 32 26